

**ARCHIVES ET DROITS HUMAINS**  
**Nouvelles de la Section sur les Archives et les Droits de l'Homme SAHR**  
**Numéro 122 – Janvier 2020**

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH. Traduit par Myriam Erwin.

**Le commentaire de Trudy Huskamp Peterson**

Certains jours, l'effroi afflue, tel une grande vague, à ma conscience et je ne suis pas la seule personne, semble-t-il, à le ressentir. Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres a lui aussi évoqué lors de sa conférence de presse du 4 février la déferlante de peur : "J'ai récemment évoqué des vents de l'espoir. Mais, aujourd'hui, un vent de folie balaie le globe." Antonio Guterres se référerait certes à l'instabilité croissante et aux menaces pesant sur la sécurité et sur la paix dans le monde. L'instabilité et l'imprévisibilité affectent cependant tout autant les archives et les archivistes. Voici quelques exemples des situations courantes dans lesquelles archives ou archivistes, ou les deux ! sont en danger.

Archives et archivistes en danger, l'exemple libanais. L'ONG libanaise *UMAM Documentation & Research* détient des documents sur la guerre civile de 1975-1990, comme par exemple des listes de personnes disparues ou des témoignages culturels importants (journaux, films, documents d'entreprise, archives privées). Lors des récents troubles au sein de la population civile, et suite au support public affirmé de l'*UMAM D&R* en faveur des protestations populaires, des fauteurs de troubles opposés aux manifestations civiles ont fait irruption au siège de l'ONG, dans la périphérie au sud de Beyrouth. Grâce à l'intervention d'habitants du quartier, qui les persuadèrent de ne pas faire de dégâts, le bâtiment et les bureaux ont été préservés. Les fondateurs de l'ONG ont reçu des menaces. (*Communication personnelle.*)

Les archivistes courent aussi un danger personnel. Le directeur des archives de l'Université du Chili, (*Archivo Central Andres Bello*), Alejandra Araya, professeur d'histoire et membre du groupe de défense des droits de l'homme de l'université, a été poursuivi en justice "comme complice d'effraction et de cambriolage" de l'école publique *Liceo 7 Teresa Prats* à Santiago. Alors que la révolte sociale née en octobre 2019 avait cours, des étudiants avaient occupé l'école. Araya s'y présenta le 5 novembre pour tenter une médiation ; la police est alors intervenue avec l'autorisation du directeur de l'école et des autorités municipales et a tiré des coups de feu. *Voir ci-dessous la déclaration de solidarité avec le professeur Araya. Nos remerciements à Valentina Rojas pour cette information.* [Declaración de solidaridad con la académica Alejandra Araya, profesora de la Cátedra de Derechos Humanos, Universidad de Chile](https://www.latercera.com/la-tercera-pm/noticia/acab-la-sigla-la-polemica-una-escuela-autodefensa-archivo-andres-bello-la-u-chile/974746/); <https://www.latercera.com/la-tercera-pm/noticia/acab-la-sigla-la-polemica-una-escuela-autodefensa-archivo-andres-bello-la-u-chile/974746/>; <https://ecoledeschartes.tumblr.com/post/190494197307/archives-archivistes-et-crise-au-chili-quelques>

Au Guatemala (voir les *Nouvelles HRWG 2019-11*), l'ancienne archiviste nationale Anna Carla Ericastilla et l'ancien directeur des archives policières, Gustavo Meono, sont tous deux sous pression. Mme Ericastilla a recouru contre son licenciement abusif auprès d'un tribunal du travail et réclame une indemnisation ; dans une procédure distincte, une audition de témoins a été obtenue en novembre 2019, sur sa demande, pour obtenir le rejet de la plainte pénale dirigée contre elle. Aucun jugement n'a encore été prononcé. (*Communication personnelle.*)

Les personnes qui ont travaillé au sein de l'ancienne *Commission internationale contre l'impunité au Guatemala*, soutenue par les *Nations Unies*, sont en danger. Une commission législative a publié un rapport de 17 pages où il est affirmé que la *CICIG* a commis des violations de droits et a outrepassé son mandat d'enquête. Le président de cette même commission législative a traité les membres de la *CICIG* de "criminels." Le Secrétaire général des *Nations Unies*, M. Guterres, a répondu dans un communiqué que la *CICIG* et les fonctionnaires guatémaltèques de la justice qui collaborèrent avec elle "avaient contribué à l'éradication de la corruption et de l'impunité." M. Guterres a insisté auprès des autorités guatémaltèques pour qu'elles assurent la sécurité du personnel de la *CICIG* et des personnes chargées de documenter les crimes commis. Une copie numérique des archives de la *CICIG* est heureusement conservée par les *Archives des Nations Unies* à New York. <https://www.prensalibre.com/guatemala/politica/informe-de-comision-pide-que-el-mp-gestione-ordenes-de-captura/>; <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2020-01-10/statement-the-spokesman-for-the-secretary-general-efforts-support-the-fight-against-impunity-guatemala-scroll-down-for-spanish>

Il existe également des archives en danger. Le bâtiment abritant à Quito, en Equateur, les collections archéologiques et les collections d'art, la bibliothèque et les collections photographiques du Ministère de la Culture menace de s'effondrer. Des plans avaient déjà été établis pour construire un nouveau bâtiment à l'extérieur de la ville ; cependant, une vaste coalition de groupes d'intérêts a demandé que le gouvernement transfère promptement les collections dans un autre bâtiment situé au centre de Quito. *Nous remercions Antoon De Baets pour cette information.* <https://www.elcomercio.com/opinion/patrimonio-peligro-opinion-columna-columnista.html>

Enfin, les archives font aussi face à des dangers inconnus et incertains. La *Mission de lutte contre la corruption et l'impunité au Honduras (MACCIH)* s'est achevée le 19 janvier 2020, alors que l'*Organisation des États américains*, qui l'a créée et devait soutenir son programme, s'est révélée incapable de conclure un accord avec le gouvernement hondurien pour renouveler son mandat. L'*OAS* a publié un communiqué déclarant que la *MACCIH*, en collaboration avec le Bureau du Procureur général, avait abouti à la mise en accusation de 133 personnes dans 14 cas et "avant tout, avait renforcé les capacités nationales de lutte contre la corruption et l'impunité." Le sort des documents sensibles du *MACCIH* n'a cependant pas été spécifié. [https://www.oas.org/en/media\\_center/press\\_release.asp?sCodigo=E-003/20](https://www.oas.org/en/media_center/press_release.asp?sCodigo=E-003/20)

Dans une situation similaire, au Sri Lanka, le nouveau président Gotabaya Rajapaska a expliqué que "les personnes disparues étaient à présent, de fait, décédées et qu'après les enquêtes nécessaires", les familles des personnes disparues recevraient un certificat de décès. Une commission provisoire présidentielle sur les disparitions avait déclaré en 2015 avoir reçu 23'568 requêtes, dont environ 5'000 provenant des familles des employés des forces de sécurité. Un Bureau des personnes disparues avait été créé en 2018 pour enquêter sur les disparitions ; la délivrance arbitraire de certificats de décès rend incertain l'avenir du Bureau et de ses archives. <https://www.presidentsoffice.gov.lk/index.php/2020/01/17/un-resident-coordinator-delighted-with-presidents-sustainable-development-programs/?lang=en>; [http://nirmin.gov.lk/web/index.php?option=com\\_content&view=article&id=127:office-on-missing-persons-omp&catid=9:projects&lang=en&Itemid=208](http://nirmin.gov.lk/web/index.php?option=com_content&view=article&id=127:office-on-missing-persons-omp&catid=9:projects&lang=en&Itemid=208); <https://www.icj.org/sri-lanka-presidents-remarks-on-missing-persons-are-an-affront-to-victims/>

Que faisons-nous alors avec ce vent contraire ? Reflète-il une compréhension croissante, de la part des élites politiques, du pouvoir détenu par les archives ? Ou reflète-t-il simplement l'autoritarisme, ce nouvel esprit à la mode dans notre monde ? Quelle que soit la réponse à cette question, nous ne pouvons pas nous contenter de secouer la tête et de poursuivre notre chemin : nos collègues, leurs archives et leurs institutions ont besoin de notre aide !

**Nouvelles HRWG.** Le *Comité exécutif* s'est réuni le 31 janvier 2020 et a discuté au sujet des publications prévues, de l'avancement des travaux pour le Congrès d'Abu Dhabi, de la coopération avec d'autres organes du *CIA* ainsi que de futurs projets. Le procès-verbal de la séance sera publié sur le site web du *CIA*.

### **Nouvelles internationales**

**Cour Européenne des Droits de l'Homme.** Deux documents en rapport avec les archives ont récemment été publiés. (i) Un *fact-sheet* est paru en décembre 2019, qui fait la synthèse de la jurisprudence la plus récente sur la protection des données personnelles (voir les sections sur l'accès aux données personnelles, sur la divulgation de données personnelles, l'effacement ou la destruction de données personnelles). Les versions intégrales de l'ouvrage publié en juin 2018, "*Case Law on Data Protection*" sont libres de droit et téléchargeables <https://www.coe.int/en/web/data-protection/echr-case-law>. (ii) Le second *fact-sheet*, paru en janvier 2020, résume les dernières décisions en matière de nouvelles technologies : données numériques, messageries électroniques, copyright des œuvres musicales, vidéo surveillance, etc. *Nos remerciements à Giulia Barrera pour cette information.* [https://www.echr.coe.int/Documents/FS\\_New\\_technologies\\_ENG.pdf](https://www.echr.coe.int/Documents/FS_New_technologies_ENG.pdf)

L'association des *Mères de Srebrenica*, qui représente plus de 6'000 parents et proches des victimes du massacre perpétré en 1995, a porté plainte contre les Pays-Bas, alléguant que le bataillon hollandais stationné dans l'enclave des *Nations Unies* près de Srebrenica "avait échoué à prendre les mesures qui étaient en son pouvoir pour protéger les hommes et les jeunes garçons dans le secteur protégé de Srebrenica", a déclaré le bureau d'avocats qui représente les familles (*BIRN*). *Pour le contexte, voir les*

Nouvelles HRWG 2019-07. [https://balkaninsight.com/2020/01/21/mothers-of-srebrenica-file-european-court-complaint-against-netherlands/?utm\\_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm\\_campaign=effa4a2010-BI\\_DAILY&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_4027db42dc-ffa4a2010-319725265](https://balkaninsight.com/2020/01/21/mothers-of-srebrenica-file-european-court-complaint-against-netherlands/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=effa4a2010-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-ffa4a2010-319725265)

Cour interaméricaine des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial de la *Commission sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux* a publié un rapport intitulé "*Business and Human Rights : Inter-American Standards.*" [http://www.oas.org/en/iachr/media\\_center/PReleases/2020/014.asp](http://www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2020/014.asp)

Cour internationale de Justice. Les juges de la Cour ont été unanimes pour demander à Myanmar de prendre des mesures afin de prévenir un génocide de la population musulmane Rohingya. Entre autres "mesures d'urgence provisoires", Myanmar est prié d'"agir efficacement afin de prévenir la destruction et assurer la préservation de toute preuve des actes tombant sous la définition du crime de génocide dans l'article 2 de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.*" Myanmar "doit remettre un rapport à la Cour dans un délai de quatre mois sur toutes les mesures prises pour exécuter la requête (...) puis tous les six mois, jusqu'à ce que la Cour rende ses conclusions finales sur l'affaire." Myanmar a répondu au jugement en niant que des actes de génocide aient eu lieu et a accusé les organisations de défense des droits humains de présenter les faits d'une façon déformée (*Al Jazeera*). Le groupe chargé par le gouvernement de Myanmar d'enquêter sur les cas d'abus dans l'État de Rakhine en 2017 a déclaré n'avoir trouvé aucune preuve de l'existence d'un génocide, mais reconnaît que des "crimes de guerre" ont été commis (*Reuters*).

<https://www.icj-cij.org/files/case-related/178/178-20200123-ORD-01-00-EN.pdf>;

<https://ifex.org/world-court-rules-against-myanmar-on-rohingya/>;

<https://www.aljazeera.com/news/2020/01/icj-ruling-myanmar-denies-genocide-rohingya-200123180205332.html>; <http://news.trust.org/item/20200120095639-u4u06/>

Cour pénale internationale. Le registre de la Cour sert "à cartographier les personnes qui sont potentiellement les nouveaux bénéficiaires des dédommagements reçus dans l'affaire Bosco Ntaganda" (*International Justice Monitor*). La cartographie sera complexe car (a) Ntaganda n'a pas été condamné pour certains incidents, fait qui concerne 18 municipalités, "ce qui signifie que les victimes provenant de ces municipalités ne pourront pas prétendre à une réparation judiciaire", et parce que (b) les victimes peuvent être des personnes qui n'ont pas été partie prenante au procès ou "qui déposèrent une plus ancienne version du formulaire" de requête d'un dédommagement ; enfin parce que (c) les victimes peuvent être éligibles pour recevoir une réparation dans le cadre du procès de Lubanga mais aussi dans celui de Bosco Ntaganda, car il était le second de Lubanga, lorsque ce dernier était commandant en chef. <https://www.ijmonitor.org/2020/01/icc-registry-to-map-beneficiaries-of-ntaganda-reparations/>

Nations Unies. *The New Humanitarian* a relaté que "les Nations Unies n'ont pas révélé publiquement la cyber-attaque majeure dont leurs systèmes informatiques ont été la cible en Europe. Cette décision a potentiellement fait courir un risque à leur personnel, à d'autres organisations et à des personnes privées, selon les défenseurs de la protection des données." L'intrusion a concerné des systèmes utilisés "dans les bureaux des droits de l'homme et dans le département des ressources humaines."

[https://www.thenewhumanitarian.org/investigation/2020/01/29/united-nations-cyber-attack?utm\\_source=The+New+Humanitarian&utm\\_campaign=c8ddd45-](https://www.thenewhumanitarian.org/investigation/2020/01/29/united-nations-cyber-attack?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=c8ddd45-EMAIL_CAMPAIGN_2020_01_29&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-c8ddd45-75545741)

[EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_01\\_29&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_d842d98289-c8ddd45-75545741](https://www.thenewhumanitarian.org/investigation/2020/01/29/united-nations-cyber-attack?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=c8ddd45-EMAIL_CAMPAIGN_2020_01_29&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-c8ddd45-75545741)

Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Dans un arrêt qui fait date, le Comité a déclaré "être d'avis que sans de solides efforts nationaux et internationaux, les effets du changement climatique" pourront dans les pays "exposer les personnes à la violation de leurs droits tels que définis dans les articles 6 et 7 du Pacte [*international relatif aux droits civils et politiques, 1966*], ce qui déclencherait les obligations de non-refoulement" des États auprès desquels les réfugiés climatiques demandent l'asile. "En outre, le risque qu'un pays entier soit submergé est si extrême que les conditions de vie dans ce pays pourraient devenir incompatibles avec le droit de vivre dans la dignité avant même que le risque ne devienne une réalité." Le procès devait juger si un homme de l'État insulaire des Kiribati, dans le Pacifique, était habilité à demander l'asile en qualité de réfugié climatique auprès de la Nouvelle-Zélande. Les juges ont déclaré que ce n'était pas le cas car la République des Kiribati restera encore habitable pendant dix à quinze ans au moins, période pendant laquelle "elle pourrait agir, avec l'assistance de la communauté internationale, et prendre des mesures pour protéger sa population, voire la relocaliser, si le déplacement devait s'avérer nécessaire."

<http://news.trust.org/item/20200121053924-363od/>  
<https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25482&LangID=F>

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le directeur de l'équipe du *PNUD* dédiée au *HIV*, à la santé et au développement a publié un billet d'opinion sur le compromis entre la technologie qui peut améliorer les services à la santé et la protection de la vie privée et les défis posés aujourd'hui à la confidentialité et à la sécurité. "Entre 2016 et 2017, plus de 1'300 incidents relatifs à des violations de données médicales sensibles ont été enregistrées dans 27 pays. La fuite de ce type d'information peut menacer la sécurité et le bien-être de groupes humains vulnérables, à l'instar des personnes vivant avec le *HIV*, en particulier dans les 75 pays qui criminalisent la non-divulgence de sa séropositivité au *HIV*." <http://news.trust.org/item/20200131163331-v0s9l/>

Rapporteur spécial des Nations Unies. Le *Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires ou arbitraires*, et le *Rapporteur spécial sur la liberté d'expression*, ont déclaré être "gravement préoccupés par l'information reçue, qu'en contradiction avec les normes internationales fondamentales sur les droits humains, un compte *WhatsApp* ouvert par le prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite en 2018 aurait recouru à un logiciel espion pour surveiller le propriétaire du *Washington Post* et PDG d'*Amazon*, Jeffrey Bezos." Les rapporteurs spéciaux constatent une "tentative d'influencer, sinon de faire taire" la rédaction du journal sur les événements d'Arabie saoudite ; leur rapport relève également des éléments indiquant "une organisation de surveillance ciblée des opposants au régime saoudien et des personnes considérées par les autorités saoudiennes comme utiles à leurs objectifs stratégiques globaux." Enfin, ils déclarent que "les circonstances et le moment où Jeffrey Bezos a été surveillé et ses outils de communication piratés parlent pour le soutien apporté à une poursuite de l'enquête par les États-Unis et d'autres autorités compétentes. Un postulat de l'enquête, fondé sur des présomptions, est que le prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite a ordonné, incité ou, à tout le moins, eu connaissance de l'attentat planifié contre la vie du journaliste du *Washington Post*, Jamal Khashoggi, mais qu'il n'est pas intervenu pour l'empêcher." <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25488&LangID=E>

Union Européenne (EU). Le Royaume Uni "a échoué dans le transfert aux pays européens de données liées aux 75'000 condamnations des criminels étrangers, citoyens de ces pays. Le Royaume Uni a dissimulé ce scandale par peur de nuire à la réputation de l'Angleterre dans les capitales européennes" (*Guardian*). "Une erreur du système informatique national central de la police, révélée dans le compte-rendu d'une séance, est restée inaperçue pendant 5 ans, années pendant lesquelles une alerte sur trois concernant un agresseur – dont de potentiels meurtriers ou violeurs – n'ont pas été envoyés aux États membres de l'*EU*." <https://www.theguardian.com/uk-news/2020/jan/14/revealed-uk-concealed-failure-to-alert-eu-over-75000-criminal-convictions>

## Monde / Nouvelles générales

Documents d'activités des entreprises. *The Intercept* a publié un article sur *Imperial Oil*, une filiale d'*Exxon*. L'article s'appuie sur une recherche menée dans les archives de la société, qui ont été intégrées aux archives et collections spéciales de l'Université de Calgary (Canada) en 2006, suite à leur donation. Des chercheurs de deux ONG ont analysé le fonds d'*Imperial Oil* et découvert "que déjà dans les années 1960, la société avait commencé à employer des consultants pour organiser préventivement sa défense contre une future réaction négative du public face à son bilan environnemental et aussi pour surveiller ses adversaires publics." Le directeur du *Climate Investigations Center*, un des deux groupes de chercheurs, a résumé les résultats de l'examen des sources ainsi : "pendant des décennies, *Imperial Oil* a su trouver des moyens pour repousser, nier et détourner toute discussion sérieuse sur la politique climatique." De pareilles sources d'archives sont d'une importance vitale pour "le déluge de plaintes qui se déversent à présent dans les tribunaux." [https://theintercept.com/2020/01/08/imperial-oil-climate-change-exxon/?utm\\_source=The+Intercept+Newsletter&utm\\_campaign=63cca9a438-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_01\\_11&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_e00a5122d3-63cca9a438-134379393;https://searcharchives.ucalgary.ca/index.php/imperial-oil-limited-fonds](https://theintercept.com/2020/01/08/imperial-oil-climate-change-exxon/?utm_source=The+Intercept+Newsletter&utm_campaign=63cca9a438-EMAIL_CAMPAIGN_2020_01_11&utm_medium=email&utm_term=0_e00a5122d3-63cca9a438-134379393;https://searcharchives.ucalgary.ca/index.php/imperial-oil-limited-fonds)

L'action engagée par *STAT* pour obtenir l'accès aux documents d'un procès contre *Purdue Pharma* a été couronnée de succès. Parmi les documents qui ont pu être consultés se trouvaient 26 factures d'appels de vente datés de 1997 à 2001 qui "confirment, dans les termes utilisés par *Purdue Pharma* à propos de ses

ventes d'OxyContin, ce que l'entreprise a admis en 2007 avoir fait 'avec l'intention de tromper ou de frauder.' Entre 1999 et 2017, "plus de 200'000 personnes sont décédées aux États-Unis d'un surdosage d'opioïdes prescrits médicalement", dont l'OxyContin. *Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2019-11.* [https://www.statnews.com/2020/01/09/prescriber-fears-oxycotin-misuse-purdue-pharma-sales-reps-misleadingly-played-up-safety/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=1c6d97e0ed-Weekend\\_Reads&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-1c6d97e0ed-149736437](https://www.statnews.com/2020/01/09/prescriber-fears-oxycotin-misuse-purdue-pharma-sales-reps-misleadingly-played-up-safety/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=1c6d97e0ed-Weekend_Reads&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-1c6d97e0ed-149736437)

Des documents récemment publiés et transmis à des avocats dans un procès contre l'industrie des médicaments opiacés ont permis de révéler qu'entre 2006 et 2014, plus de 100 milliards de comprimés analgésiques opioïdes ont été distribués [*"more than 100 billions pain pills"*] à travers tous les États-Unis (*Washington Post*). Les données y relatives ont été enregistrées dans la base de données *ARCOS* de la *Drug Enforcement Administration* (*ARCOS = Automation of Reports and Consolidated Orders System*), laquelle "permet de savoir quelle information sur les distributions quotidiennes de médicaments, dans chaque localité, a été communiquée à la *DEA* par chaque entreprise." <https://www.sott.net/article/427518-Over-nine-years-more-than-100-billion-pain-pills-saturated-the-nation>

Une entreprise produisant des logiciels, *Practice Fusion*, "aurait été payée par un grand fabricant d'opioïdes pour concevoir (...) un outil documentaire médical électronique capable d'augmenter le nombre de prescriptions de ces analgésiques addictifs" selon *Bloomberg* qui se base sur les dossiers d'un tribunal fédéral de l'État américain du Vermont. Lorsqu'un médecin ouvrait un dossier médical électronique, une fenêtre publicitaire apparaissait, contenant "des questions sur le niveau de ressenti de la douleur du patient. Un menu déroulant offrait alors une liste de traitements possibles, de la consultation d'un spécialiste de la douleur à la prescription d'un analgésique opioïdes (...) L'alerte a été activée près de 230 millions de fois" entre 2016 et le printemps 2019 ; elle a été utilisée dans près de 30'000" cabinets médicaux. *Reuters* rapporte que *Practice Fusion* avait signé des contrats avec *Purdue Pharma* et 13 autres sociétés pharmaceutiques ; l'entreprise a réglé hors des tribunaux les poursuites civiles et pénales intentées contre elle grâce à un paiement de 145 millions de dollars. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-01-29/health-records-company-pushed-opioids-to-doctors-in-secret-deal>

Le constructeur d'avion américain *Boeing* a remis des "centaines de messages" datés de 2017 et 2018 aux commissions d'investigation de la *Chambre des représentants* et du *Sénat* "chargées d'enquêter sur le processus de fabrication et de certification du *737 MAX*, cloué au sol depuis mars 2020 à la suite des deux accidents responsables, en l'espace de cinq mois, de 346 victimes" (*VICE News*). *Boeing* a présenté ses excuses pour "les formulations et les opinions" présentées dans les messages. Un employé avait par exemple écrit qu'il ne ferait pas voyager sa famille dans un avion "testé sur le simulateur de vol du *737 MAX*" ; en avril 2017, un autre écrivit "Cet avion a été conçu par des clowns qui sont à leur tour supervisés par des singes." [https://www.vice.com/en\\_us/article/n7jqbq/designed-by-clowns-damning-messages-show-boeing-employees-had-serious-issues-with-the-737-max](https://www.vice.com/en_us/article/n7jqbq/designed-by-clowns-damning-messages-show-boeing-employees-had-serious-issues-with-the-737-max) ; français, voir : <https://www.bfmtv.com/economie/boeing-737-max-le-congres-americain-dit-avoir-recu-des-documents-preoccupants-1829925.html> et <https://www.numerama.com/business/598638-737-max-cet-avion-est-concu-par-des-clowns-qui-sont-a-leur-tour-supervises-par-des-singes.html>

Le *New York Times* est revenu sur l'accident d'un *Boeing 737* (modèle qui a précédé le *737 MAX*) en 2009 près d'Amsterdam, lequel avait fait 9 victimes, dont les pilotes. Dans les deux accidents, "la défaillance d'un seul capteur a causé le dysfonctionnement des systèmes avec des conséquences catastrophiques." Le *Times* a pu consulter une étude non publiée, écrite par Sidney Dekker, "un expert de la sécurité aérienne mandaté par le Bureau de la sécurité néerlandais, qui accusa dans son rapport le fabricant *Boeing* de chercher à détourner l'attention de ses propres manquements dans la conception." Le rapport final du Bureau néerlandais "a soit exclu, soit minimisé les critiques sur le fabricant de l'appareil (...) après avoir subi des pressions d'une équipe états-unienne, qui comprenait des représentants de *Boeing* et des services fédéraux de la sécurité, ce qu'attestent des documents et des entretiens." <https://www.defense-aerospace.com/articles-view/release/3/209047/us-pressured-dutch-safety-board-to-downplay-boeing-737-tech-faults.html> ; français, voir : <https://www.numerama.com/business/600614-crise-du-737-max-deja-en-2009-le-crash-dun-737-aurait-du-susciter-linquietude.html>

Des avocats chargés de défendre les droits humains en Palestine ont déposé plainte auprès du point de contact national du Royaume-Uni pour les *Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales* au sujet des produits fabriqués par *JCB*, une "entreprise phare dans le monde pour les équipements de constructions, dont le siège social se trouve en Angleterre" étaient apparus comme étant utilisés "de manière prolifique (...) dans de nombreux incidents particuliers de démolition et de déplacement forcé ainsi que dans les chantiers de construction des colonies" dans 10 villages ou secteurs

des *Territoires Palestiniens Occupés* en 2016 et 2019. Le dossier de plainte contient des pièces à conviction (photographies, rapports, vidéos et déclarations de témoins) fournies par les ONG *Al-Haq*, *B'Tselem*, *EyeWitness to Atrocities* et *Who Profits*, ainsi que des données du *Bureau pour la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies*. <https://www.middleeastmonitor.com/20191211-jcb-faces-human-rights-complaint-over-israeli-demolitions-of-palestinian-properties/>; <https://lphr.org.uk/latest-news/lphr-files-oecd-guidelines-complaint-against-jcb-for-involvement-in-human-rights-breaches-in-the-occupied-palestinian-territory/>

“L’organisation de défense de l’environnement *GRID-Arendal* (...) a lancé la première base de données du monde qui soit internationale et accessible au grand public sur les infrastructures de stockage de dépôts miniers” (*Eurasia Review*). Contenant de l’information sur plus de 1’700 bassins (digues) de retenue de résidus dans le monde, la base de données fournit également des informations livrées par les entreprises concernées suite à la requête du Fonds de pension de l’Église d’Angleterre (*the Church of England Pensions Board*) après l’effondrement des digues de retenue en janvier 2019 à Brumadinho, au Brésil, catastrophe qui causa la mort de 270 personnes. *GRID-Arendal* considère que la base de données soutiendra l’industrie minière “dans son effort pour réduire à l’avenir les accidents des digues à résidus.” *Bloomberg* a rapporté que le dernier directeur général de la compagnie minière *Vale SA* et 15 autres collaborateurs de *Vale* et de l’entreprise allemande *TÜV SÜD* étaient accusés d’homicide et de négligence dans le cadre de la rupture de digue de Brumadinho. Les procureurs ont également accusé les deux entreprises et les seize accusés de “crimes environnementaux.”

[https://www.eurasiareview.com/26012020-worlds-first-public-database-of-mine-tailings-dams-aims-to-prevent-deadly-disasters/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/26012020-worlds-first-public-database-of-mine-tailings-dams-aims-to-prevent-deadly-disasters/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29);  
<https://www.mining.com/web/ex-vale-cco-charged-with-homicide-for-brazil-dam-disaster/>

**Documents ecclésiastiques.** Le Vatican a annoncé officiellement l’ouverture le 2 mars 2020 de “tous les documents et autres sources produits entre 1939 et 1958” (*Catholic News Service*). <https://catholicsentinel.org/Content/Default/Homepage-Rotator/Article/Open-source-Vatican-wartime-archives-ready-for-new-batch-of-scholars/-3/382/39142>

Le Ministère des Affaires étrangères de l’Uruguay a annoncé que “le Vatican a achevé la numérisation de ses archives secrètes sur les personnes disparues dans le pays entre 1968 et 1985, une période où le pays fut gouverné par une junte militaire.” Selon *FSSPX.News*, les “données numérisées peuvent à présent être consultées par la parenté des personnes disparues aussi bien que par des ecclésiastiques ou des membres laïques qui peuvent avoir été affectés par les disparitions.” <https://fsspx.news/fr/le-vatican-declassifie-ses-archives-secretes-en-uruguay-54204>

La *Société de Jésus* des États Unis a chargé une équipe de chercheurs d’analyser “des centaines de documents jésuites et des documents de paroisses catholiques en lien avec des baptêmes, des mariages et d’autres sujets” pour identifier les esclaves “possédés, loués ou empruntés” par les jésuites états-uniens entre 1823 et 1865 (*America : The Jesuit Review*). Jusqu’à présent, ce sont au moins 190 personnes victimes d’esclavage qui ont été identifiées et les chercheurs espèrent identifier leurs descendants. <https://www.americamagazine.org/politics-society/2020/01/06/meet-researchers-helping-jesuits-address-their-history-slaveholding>

**Défenseurs des droits humains.** De 2015 à 2019, le *Business & Human Rights Resource Centre* a documenté plus de 2’000 attaques contre des défenseurs des droits humains, “ce qui soulève des inquiétudes sur les violations des droits humains en lien avec l’activité économique. Les abus vont des procès ‘frivoles’, des arrestations et détentions arbitraires jusqu’aux menaces de mort, passages à tabac, voire au meurtre.” 572 attaques ont été comptabilisées en 2019 (492 en 2018). La plupart des agressions se sont déroulées en Amérique Latine ; le secteur le plus dangereux est l’exploitation minière, qui peut être mise en relation avec 143 attaques. Les attaques contre les femmes ont augmenté chaque année et 137 ont été commises en 2019. [https://dispatches.business-humanrights.org/hrd-january-2020/index.html?mc\\_cid=a76232067f&mc\\_eid=f1f6556540](https://dispatches.business-humanrights.org/hrd-january-2020/index.html?mc_cid=a76232067f&mc_eid=f1f6556540)

**Trafic d’êtres humains.** *Thomson Reuters Foundation* a publié une série d’articles sur ce sujet :

\*L’*Organisation internationale pour les migrations des Nations Unies* a communiqué “qu’au moins 953 migrant-e-s partis à destination de l’Europe avaient été recueilli-e-s en Méditerranée et renvoyés en Libye dans les deux premières semaines de 2020 (...), pays où ils courent un grand risque d’être victimes de trafic d’êtres humains.” Du personnel humanitaire “a déclaré détenir les témoignages

directs de personnes migrantes vendues à des trafiquants” dans les centres de détention libyens. Ces témoignages devront être soigneusement conservés. <http://news.trust.org/item/20200115094853-ud7ok/>

\*La police arménienne a communiqué en novembre “qu’un réseau criminel s’appropriait frauduleusement les nouveau-nés, en trompant leurs mères, pour les vendre sur le marché lucratif de l’adoption internationale.” Cinq personnes ont été arrêtées. Lorsque l’affaire a été révélée, près d’une quarantaine de femmes ont contacté la police, inquiètes que leurs enfants “auraient pu être donnés à l’adoption sans leur consentement.” La porte-parole de la commission d’enquête arménienne a déclaré que “des détectives sont en train de vérifier toutes les adoptions internationales depuis 1991.” Les dossiers d’adoption sont des sources cruciales. <http://news.trust.org/item/20200130104324-2yjpx/>

\*Le gouvernement thaïlandais a rapporté avoir sauvé un nombre record —1’807— de victimes de trafic d’êtres humains en 2019. “Le pays a prononcé 194 condamnations pour ce délit (...) une baisse de 17% depuis 2018” ; cependant, les procureurs publics ont annulé 64 des 364 affaires qui leur avaient été soumis par la police en 2019, remplaçant le chef d’accusation de trafic d’êtres humains par la charge “de contrebande et de délits relevant de la criminalité transnationale.” Ce point est inquiétant car “la contrebande signifie entrer dans un autre pays illégalement et est considéré comme ‘consensuel’ contrairement au trafic, qui implique une tromperie ou une prise de contrôle sur une autre personne afin de l’exploiter.” <http://news.trust.org/item/20200106154723-1x8c8/>; <http://news.trust.org/item/20200128002702-xu1op/>

\*La police d’Aboisso, une ville de Côte d’Ivoire, a déclaré avoir sauvé 137 enfants du “travail forcé et de la prostitution” et a arrêté 12 trafiquants. Les enfants étaient âgés de 6 à 17 ans et provenaient du Nigéria, du Bénin, du Ghana et du Togo. “Des enquêtes sont en cours pour retrouver leurs familles.” <http://news.trust.org/item/20200113151823-3341s/>

Dossiers médicaux. Une “étude génétique de masse” basée sur les données de près de 200’000 vétérans de l’armée états-unienne affectés par un même trouble de l’anxiété ont découvert un lien entre l’anxiété et un gène dénommé *MADILI* (CNN). Les chercheurs ont déclaré avoir également identifié un gène lié à l’œstrogène et associé aux troubles de l’anxiété, lequel serait également associé “aux fonctions intestinales et potentiellement lié à l’anxiété chez les personnes d’origine afro-américaine.” Un des auteurs de l’étude publié espère que ces découvertes conduiront à des traitements précoces et plus efficaces. <https://www.cnn.com/2020/01/09/health/anxiety-genetic-association-wellness-trnd/index.html>

Selon le *Wall Street Journal*, *Google* “a acquis la capacité de consulter ou d’analyser des dizaines de millions de dossiers médicaux de patients dans au moins trois États sur quatre aux États-Unis.” Des contrats signés avec certains des plus grands prestataires de santé états-unis “permettent à *Google* d’accéder aux données médicales personnelles et ce sans que les patients eux-mêmes ou les médecins n’en soient informés. *Google* peut analyser des dossiers médicaux complets, dans lesquels figurent les patronymes, les dates de naissance, le traitement médical et les affections connues.” *Google* a opposé un démenti à ces affirmations. <https://www.healthdatamanagement.com/news/google-under-fire-for-its-efforts-to-access-health-records>

Protection de la vie privée. “La Corée du Sud est devenue l’épicentre dans le monde de la caméra espion, une caméra miniature et cachée utilisée pour filmer ses victimes dans des situations embarrassantes” (*Thomson Reuters Foundation*). “Les chiffres officiels révèlent un usage pornographique de la caméra espion dans 6’000 cas environ en 2018 et dans près de 6’500 cas en 2017.” Les images prises avec la caméra espion sont vendues à des sites pornographiques. “Le prix de ces enregistrements peut atteindre les 100’000 won (90 dollars américains) et les meilleurs vendeurs gagnent plus de 100 millions de won par mois.” Le *Korean Women’s Development Institute*, un organisme gouvernemental, a interrogé 2’000 victimes de la caméra espion en octobre 2019 ; un résultat de son enquête est “que près d’une femme sur quatre a souffert de pensées suicidaires après avoir été harcelée ou secrètement filmée.” <http://news.trust.org/item/20200113002724-jflg1/>

La *Thomson Reuters Foundation* informe que le *Consumer Council*, qui veille aux intérêts des consommateurs norvégiens, a identifié “10 applications sur *Android* largement répandues, qui collectent des données sensibles sur la santé, la consommation de substances, les préférences sexuelles, et les transmettent à des sociétés de publicité et de marketing sans en informer clairement leurs utilisateurs.” Le *Council* a déposé une plainte auprès de l’autorité de protection des données contre l’application états-

unienne *Grindr* “et contre les entreprises qui bénéficient de ces données”, les accusant de violer le *Règlement général sur la protection des données de l’Union Européenne*. Le commissaire norvégien à la protection des données a déclaré : “Partager les géo données de localisation des personnes homosexuelles [comme le fait *Grindr*] peut faire courir un risque à ces personnes lors de circonstances extrêmes.” <http://news.trust.org/item/20200114181147-r2580/>

Technologie. Une entreprise roumaine en démarrage [*startup*] mais située à présent aux États-Unis a annoncé mettre sur le marché des “données biométriques dactylographiques, c’est-à-dire l’information temporelle détaillée qui indique exactement à quel moment chaque touche du clavier est enfoncée et relâchée, ce qui permettrait d’identifier précisément la personne en train de dactylographier”, avec un taux d’exactitude entre 99% et 99.9% (*techrunch*). <https://techrunch.com/2020/01/03/this-startup-is-raising-7-million-for-a-technology-that-can-authenticate-people-based-on-their-typing-style/>

Des agences européennes et états-uniennes chargées de faire appliquer la loi “ont saisi le domaine de *WeLeakInfo.com*, un site internet accusé de détenir 12 milliards [source : *billion*] de documents volés grâce à 10'000 piratages de données” (*Digital Transactions*). <http://www.digitaltransactions.net/international-operation-takes-down-domain-that-reportedly-had-12-billion-stolen-records/>

Seconde Guerre mondiale. L’agence *TASS* a rapporté la déclaration faite par le Ministre des Affaires Étrangères russe en exercice, Sergey Lavrov, devant le *Comité des affaires internationales de la Douma d’État de la Fédération de Russie*, selon laquelle “la Russie est ouverte à la publication de ses sources d’archives datant de la Seconde Guerre mondiale”. *TASS* cite le ministre : “La Russie est ouverte comme jamais par le passé à la publication de ses archives et à la diffusion auprès du grand public de leur contenu.” Lavrov a encore déclaré que la Russie “fera appel à tout le potentiel d’expertise et d’analyse du Comité pour éviter que la question ne soit politisée, pour que l’histoire soit laissée aux historiens, pour écarter toute tentative de réécrire l’histoire de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences, empêcher enfin qu’une ombre ne soit jetée sur les soldats héroïques qui ont libéré l’Europe.” <https://tass.com/politics/1111373>

Monaco a annoncé “ouvrir pour la première fois au public ses archives officielles couvrant les années 1942 à 1944, pendant lesquelles des dizaines de personnes d’origine juive furent arrêtées et déportées par la Principauté, malgré sa neutralité officielle durant la Seconde Guerre mondiale” (*AFP*). [https://www.timesofisrael.com/liveblog\\_entry/monaco-to-open-wwii-archives-on-deportations-of-jews/](https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/monaco-to-open-wwii-archives-on-deportations-of-jews/)

La Pologne est le seul État de l’Union Européenne “qui n’ait pas légiféré sur la restitution des biens” saisis pendant la Seconde Guerre mondiale (*Reuters*). “Des juristes ont déclaré à *Reuters* qu’il devient de plus en plus difficile aux survivant-e-s de l’Holocauste d’obtenir la restitution de leurs biens car le gouvernement polonais refuse de simplifier la législation afférente tandis que les tribunaux deviennent plus sceptiques”. De plus, “les personnes spoliées d’origine juive déclarent que les documents attestant leurs droits de propriété ont souvent été détruits pendant l’Holocauste”, les privant des preuves les plus importantes. <http://news.trust.org/item/20200120093606-aumdd/>

Le *New York Times* a publié un reportage sur les musées de Pologne qui possèdent dans leurs collections des œuvres d’art volées à leurs propriétaires néerlandais pendant la Seconde Guerre mondiale. En 2018, une organisation néerlandaise avait préparé un rapport – qui n’a jamais été rendu officiel – sur l’identification de 81 œuvres d’art volées aux Pays-Bas et qui “très vraisemblablement ont été emmenés en Pologne pendant l’occupation allemande.” Les chercheurs ont créé une base de données recensant “près de 15'000 œuvres encore recherchées, bien que des experts considèrent qu’il ne s’agisse que d’un relevé partiel des œuvres volées aux Pays-Bas.” Le curateur de la galerie d’art européen du *Musée National de Poznan*, a déclaré que la recherche de la provenance est rendue difficile par “la destruction en 1945 de presque toutes les archives du Musée, qui disparaissent dans les incendies lors des combats entre les armées allemande et soviétique, ou qui furent emportées en Russie.” <http://artdaily.com/news/120013/Poland-urged-to-look-for-Nazi-looted-art-still-held-in-its-museums#.XjxyTSMXAdU>

“Moins d’un mois après l’engagement par le Louvre d’une experte des spoliations nazies pour qu’elle analyse ses collections, cette collaboratrice a identifié 10 œuvres mal acquises et exposées aux regards de tous” (*Artnet News*). <https://news.artnet.com/art-world/restitution-nazi-loot-louvre-france-1758900>



Le *Holocaust Memorial Museum*, aux États-Unis, a annoncé avoir acquis la collection de Johann Niemann, le commandant adjoint du camp de la mort de Sobibor, constituée de documents écrits et de 361 photographies, qui documentent essentiellement Sobibor mais aussi les camps de Belzec, de Grafeneck, Brandenburg et Bernburg. <https://www.ushmm.org/information/press/press-kits/sobibor-perpetrator-collection>

Le *New Yorker* a fait un reportage sur les travaux en cours pour traduire et reconstituer les autobiographies de jeunes Juifs, écrites pour un concours organisé par *YIVO* en 1939. Une partie de ces sources est conservée dans la Librairie nationale de Lituanie, où se trouvait le siège de *YIVO* avant la Seconde Guerre mondiale ; le reste est conservé dans les archives du siège général de *YIVO*, à New York. *Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2017-10.* <https://www.newyorker.com/magazine/2019/12/30/found-in-translation>

*Tiergartenstrasse 4 Association*, un groupe de recherche, a lancé un site web rassemblant plus de 3'500 photographies, cartes et autres sources qui documentent les 45 sous-camps rattachés à Auschwitz, et "l'implication d'entreprises industrielles dans l'exploitation des prisonniers dans les camps" (*AFP*). [https://www.thelocal.de/20200117/new-website-shows-how-business-exploited-auschwitz-prisoners?fbclid=IwAR0cUXe8gtFTEOuvhVwP6MnLV9gNviN\\_zcRDVV-MzdwcGp3XDonYKExyqk8](https://www.thelocal.de/20200117/new-website-shows-how-business-exploited-auschwitz-prisoners?fbclid=IwAR0cUXe8gtFTEOuvhVwP6MnLV9gNviN_zcRDVV-MzdwcGp3XDonYKExyqk8)

### **Nouvelles bilatérales et multilatérales**

Argentine / Chili / Italie / Pérou / Uruguay. La Cour d'appel de Rome a publié les considérants de son jugement de juillet 2019 qui a condamné 12 Uruguayens, 5 Chiliens et 1 Péruvien à la prison à vie pour les meurtres perpétrés dans le cadre de l'Opération Condor en Argentine et dans d'autres pays de l'Amérique Latine (*Justiceinfo.net*). *Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG de 2019-07.* <https://www.justiceinfo.net/fr/les-debats-justiceinfo/opinions/43583-operation-condor-responsabilite-rangs-intermediaires.html&xid=17259.15700019.15700186.15700190.15700256.15700259.15700262.15700265.15700271&usg=ALkJrhg7QHWxVSy3PUTGQ9guxVIVUrPbLw>

Australie / Timor-Leste. Plusieurs documents du Cabinet australien de 1998-1999 rendus publics le 1<sup>er</sup> janvier 2020 par les Archives nationales concernent la crise du Timor oriental, le rejet de l'occupation militaire indonésienne et le mouvement indépendantiste. Un compte-rendu, par exemple, révèle que l'Australie a rejeté une requête du *Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés* qui lui demandait d'accueillir 1'500 personnes originaires du Timor oriental et vivant au centre de l'Indonésie, bien que le *HCNUR* les ait identifiées "comme très en danger du fait de leurs affiliations pro-indépendantistes." <https://www.smh.com.au/politics/federal/howard-government-resisted-taking-1500-east-timorese-at-gravest-risk-20191219-p53lh2.html>; <https://7news.com.au/politics/australia-intervenes-in-east-timor-drama-c-627972>

Guerres des Balkans. L'événement relaté ici est un exemple de sources interprétées hors de leur contexte. Au début du mois de janvier, des médias serbes et de la *Republica Srpska*\* "ont publié la nouvelle sensationnelle que les archives du Ministère de la Défense britannique" avaient été rendues publiques par les Archives du Royaume-Uni le 31 décembre 2019 et "contenaient des preuves importantes que la tuerie génocidaire de Srebrenica n'avait pas eu lieu" selon l'information publiée par *Sarajevo Times*, qui démontre l'erreur de cette interprétation. <http://www.sarajevotimes.com/what-do-british-defense-ministry-archives-reveal-about-srebrenica-genocide/> \* *Republica Srpska* = République serbe de Bosnie.

Colombie / Venezuela. La Colombie a annoncé "qu'elle allait permettre à des centaines de milliers de migrant-e-s vénézuélien-ne-s de légaliser leur présence dans le pays par l'obtention de permis de travail qui leur donneront accès à l'économie légale" (*Reuters*). <http://news.trust.org/item/20200129202207-cey8f/>

État Islamique. En mai 2019, le *Centre non gouvernemental syrien pour la justice et la responsabilisation (SJAC)* "a reçu de la part d'un activiste indépendant, sans affiliation à aucun groupe militant, des copies numériques de 277 documents internes de l'*EI*, récupérées dans des bureaux administratifs de l'*EI* à Tabqa, dans le gouvernorat de Raqqa, à l'intérieur du siège du califat autoproclamé de l'*EI*." Le *SJAC* "a vérifié l'authenticité et la non falsification des documents", lesquels sont des copies des originaux. 24 pièces parmi ces documents d'archives mentionnent dans leur en-tête un "Bureau de la justice et des plaintes" et contiennent des "documents en lien avec des arrestations, des condamnations, des confessions, des témoignages, des certificats de mariage, des résumés de procès et des informations sur des prisonniers, des rapports d'interrogatoires, des ordres de libération de prisonniers et des déclarations des prévenus." Le *SJAC* a publié un rapport présentant les activités de ce Bureau et 5 documents choisis "édités et

présentés de telle façon que la sécurité de potentielles victimes soit garantie.”  
[https://syriaaccountability.org/library/judge-jury-and-executioner-the-isis-bureau-of-justice-and-grievances/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=7e00ccc488-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-7e00ccc488-90540617](https://syriaaccountability.org/library/judge-jury-and-executioner-the-isis-bureau-of-justice-and-grievances/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=7e00ccc488-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-7e00ccc488-90540617)

Israël / Palestine. *Who Profits*, une ONG israélienne, a publié un rapport intitulé “*Agricultural technology and the Israeli Occupation*” qui démontre comment “les sociétés de technologie agricole israéliennes se rendent étroitement complices de l’occupation en cours des terres palestiniennes et syriennes. Le rapport révèle la contribution des sociétés de technologie agricole à l’agriculture dans les colonies illégales et analyse le rôle qu’elles jouent dans le blocus de Gaza (..) ainsi que les gains économiques réalisés par les industries concernées grâce à leur collaboration avec les forces militaires israéliennes.” Hormis l’information collectée lors des visites sur le terrain, des “archives et des publications d’entreprises” étayaient le rapport, ainsi que des documents du registre officiel des entreprises en Israël et des publications de différentes administrations étatiques, dont les ministères.  
<https://whoprofits.org/report/agribusiness-as-usual/>

Israël / Palestine / Turquie La Turquie a fait don en 2018 aux autorités palestiniennes d’“archives électroniques complètes comprenant 140'000 documents (...) retraçant plus de 400 ans d’histoire des terres palestiniennes sous la domination ottomane.” La direction de la Commission palestinienne ‘Colonisation et résistance au Mur’ a déclaré à l’*Al-Monitor* que les documents sont étudiés pour “trouver une solution aux disputes internes entre citoyens sur la question de la propriété des terres et afin de déposer des requêtes en restitution de terrains contrôlés par des Israéliens auprès des tribunaux israéliens.” À l’opposé, un historien a déclaré à l’*Ahval* que “les archives de l’administration foncière ottomane pour la Turquie restent fermées, avec pour conséquence que les chercheurs qui travaillent sur les biens immobiliers des minorités chrétiennes transférées à des musulmans avant l’effondrement de l’Empire ottoman en 1923 et en particulier après la déportation et les tueries génocidaires contre la population d’origine arménienne en 1915, n’obtiennent pas l’accès aux sources historiques.” <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/01/ottoman-archives-helps-palestinian-reclaim-their-land.html> ; <https://ahvalnews.com/palestine/turkeys-transfer-ottoman-archives-palestinians-undermines-israeli-land-claims>

Japon / Corée du Sud. “33 personnes, dont deux victimes survivantes, contraintes au travail forcé pendant la guerre, ainsi que 31 membres de familles endeuillées ont déposé une plainte contre six entreprises japonaises et réclament une compensation financière” (*Yonhap News Agency*). La démarche fait suite à un procès similaire en avril 2019, dont “l’audition des parties devant le tribunal se fait encore attendre parce que les parties japonaises refusent de recevoir les documents judiciaires.”  
<https://en.yna.co.kr/view/AEN20200114006900315>

Guerres au Moyen-Orient. *The Intercept* a obtenu des documents “grâce à des divulgations de câbles confidentiels des services d’espionnage iraniens (...), issus du Ministère du renseignement et de la sécurité nationale” entre 2013 et 2015. L’organisation de journalisme d’investigation a publié sur la base des sources obtenues six rapports sur les sujets suivants : l’influence iranienne en Irak, la guerre de l’ombre menée par l’Iran contre l’EI, une rencontre au sommet, et tenue secrète, entre la *Confrérie islamiste sunnite des Frères musulmans* et la force *Al-Qods*, l’unité d’élite des gardiens de la révolution iranienne, une discussion des sources elles-mêmes.  
[https://theintercept.com/series/iran-cables/?utm\\_source=The+Intercept+Newsletter&utm\\_campaign=e18af10683-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_12\\_04&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_e00a5122d3-e18af10683-134379393](https://theintercept.com/series/iran-cables/?utm_source=The+Intercept+Newsletter&utm_campaign=e18af10683-EMAIL_CAMPAIGN_2020_12_04&utm_medium=email&utm_term=0_e00a5122d3-e18af10683-134379393) ; français, voir : <https://global-watch-analysis.com/freres-musulmans-et-pasdaran-iraniens-une-alliance-secrete/>

Le Réseau syrien non gouvernemental pour les droits humains (*SNHR*) a publié son rapport annuel sur les victimes civiles tuées par toutes les forces combattantes en présence en Syrie. 3'364 civils ont perdu la vie en 2019, dont 234 en décembre seulement. Selon le rapport, “le Réseau dispose de programmes électroniques complexes pour archiver et classer les données sur les victimes collectées sur internet ou dans les médias et vérifiées par leurs collaborateurs” ainsi que les “vidéos et les photographies publiées en ligne ou envoyées par courriel, Skype ou sur des plateformes des médias sociaux par des activistes locaux.” <http://sn4hr.org/blog/2020/01/01/54591/>

Le *SNHR* a également publié un rapport spécial sur “les violations les plus frappantes des droits humains par les principaux acteurs criminels Syrie en 2019.” Selon la base de données du Réseau, 4'671 arrestations arbitraires ont été commises, 305 personnes ont été “enregistrées comme ayant été torturées

jusqu'à la mort", 26 personnes travaillant dans le milieu médical et 13 travaillant dans les médias ont été tuées ; enfin 98 attaques ont frappé "des antennes et des établissements médicaux." <http://sn4hr.org/blog/2020/01/23/54641/>

Des universitaires, des archivistes ainsi que des organisations comme la *Society of American Archivists* et le *Comité international du Bouclier bleu* ont publié des communiqués condamnant les menaces de frappes aériennes des sites culturels iraniens faites par le président des États-Unis. <https://www.theguardian.com/world/2020/jan/07/condemn-trumps-threat-to-irans-cultural-heritage>; [https://www.ica.org/sites/default/files/bsi\\_statement\\_on\\_targeting\\_cultural\\_sites\\_in\\_iran.pdf](https://www.ica.org/sites/default/files/bsi_statement_on_targeting_cultural_sites_in_iran.pdf) ; <https://www2.archivists.org/statements/saa-statement-on-targeting-of-cultural-heritage-sites-for-destruction>

République des Îles Marshall / États-Unis. Le *New Yorker* a publié un article sur ce qu'il en coûte de vouloir échapper au changement climatique, "*The Cost of Fleeing Climate Change : How an adoption racket in Arkansas offered a way off the Marshall Islands.*" L'article relate que l'intensification du changement climatique dans les Îles Marshall a poussé des femmes à émigrer aux États-Unis et à proposer leurs bébés à l'adoption par l'intermédiaire d'une agence d'adoption en Arkansas. Les femmes croyaient pouvoir maintenir une relation avec leurs enfants ; mais "dans l'État de l'Arkansas, la loi oblige à 'verrouiller' toutes les adoptions — les identités des parents biologiques sont scellées et inaccessibles à l'enfant adopté, de même que les identités des parents adoptifs sont scellées et restent inaccessibles aux parents biologiques." L'homme qui gérait ce système d'adoption a été inculpé entre autres charges de trafic d'êtres humains. <https://www.newyorker.com/news/dispatch/the-cost-of-fleeing-climate-change-marshall-islands-arkansas>

République du Salvador / États-Unis. Suivant l'adage « Mieux vaut tard que jamais ! », les États-Unis ont déclaré 13 anciens militaires et leur proche entourage familial "interdits d'entrée aux États-Unis" parce que ces militaires, d'après "une information crédible", ont été impliqués "dans de grossières violations des droits humains au Salvador, en lien avec la planification et la réalisation d'exécutions extrajudiciaires de prêtres jésuites et deux autres victimes le 16 novembre 1989, sur le campus de l'Université d'Amérique Centrale." *Pour le contexte, voir les Nouvelles SAHR 2019-12.* <https://www.state.gov/public-designation-of-thirteen-former-salvadoran-military-officials-due-to-involvement-in-gross-violations-of-human-rights/>

## **Nouvelles nationales**

Algérie. *Crisis Watch* rapporte qu'un tribunal de Biskra a jugé coupable un étudiant d'avoir publié des vidéos sur la répression policière du mouvement de protestation et l'a condamné à 18 mois d'emprisonnement pour avoir "insulté un organe étatique régulier". <https://www.crisisgroup.org/>

Australie. Le *Guardian* a relaté que le gouvernement "fournit à la police des informations médicales très sensibles" transmises par le Département des ressources humaines et extraites des programmes australiens publics (comprenant des banques de données) de subvention des médicaments *PBS (Pharmaceutical Benefits Scheme)* et de prestations de l'assurance-maladie (*Medicare Benefits Schedule*). Contrairement aux documents conservés dans le système parallèle de dossiers du patient, "*My Health Record*", "aucun mandat ou arrêt d'un tribunal n'est nécessaire" pour obtenir des données de ces systèmes. <https://www.theguardian.com/world/2020/jan/27/australian-government-secretly-releasing-sensitive-medical-records-to-police> [https://www1.health.gov.au/internet/main/publishing.nsf/Content/Pharmaceutical%20Benefits%20Scheme%20\(PBS\)-1](https://www1.health.gov.au/internet/main/publishing.nsf/Content/Pharmaceutical%20Benefits%20Scheme%20(PBS)-1)

Brésil. En décembre 2019, un tribunal civil de Rio de Janeiro a acquitté 7 jeunes hommes d'une *favela* (bidonville) de la charge de trafic de drogue qui pesait contre eux. "De manière inattendue, la cour a accepté les plaintes des accusés et de leurs avocats, selon lesquels ils auraient été torturés par l'armée brésilienne" (*Americas Quarterly*). L'unité sur les droits humains du Bureau du défenseur public de Rio a demandé au juge de requérir des examens médicaux afin de vérifier les allégations de torture, ce qui a été accordé. L'enquête a été dirigée par l'Institut de médecine légale de la police en collaboration avec l'*International Bar Association's Human Rights Institute* ainsi qu'avec une délégation d'experts médicaux internationaux. L'analyse a fait apparaître que les blessures des accusés étaient "tout à fait compatibles" avec la torture. Les rapports soumis au tribunal représentent "une première : c'est la première fois qu'un tribunal brésilien reçoit des analyses médico-légales respectant les standards internationaux." Le juge a ensuite abandonné les chefs d'accusation.

[https://www.americasquarterly.org/content/reason-hope-brazils-justice-system?utm\\_source=AQ%27s+Week+in+Review&utm\\_campaign=e7d1a003c-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_08\\_17\\_06\\_51\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_6a33e16b5d-e7d1a0d03c-26124681](https://www.americasquarterly.org/content/reason-hope-brazils-justice-system?utm_source=AQ%27s+Week+in+Review&utm_campaign=e7d1a003c-EMAIL_CAMPAIGN_2019_08_17_06_51_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_6a33e16b5d-e7d1a0d03c-26124681)

Après la publication dans *The Intercept* d'une "série d'exposés politiques dommageables" en lien avec le ministre de la justice du Brésil (une célébrité dans son pays), les procureurs fédéraux ont mis en accusation le journaliste Glenn Greenwald pour sa participation à une "organisation criminelle" qui aurait piraté les téléphones cellulaires de responsables officiels (*Guardian*). Le 6 février dernier, les charges ont été abandonnées. Glenn Greenwald a déclaré "qu'il poursuivrait son reportage sur les preuves documentaires\* qui sont la première raison de ces accusations criminelles." <https://www.theguardian.com/world/2020/feb/06/glenn-greenwald-brazil-judge-cybercrimes-dismissed> \*["archives" en anglais]

Le Secrétariat chargé de l'inspection des entreprises brésiliennes a informé avoir découvert en 2019 1'054 personnes travaillant dans des "conditions semblables à l'esclavage", ce qui représente une baisse par rapport aux 1'745 découverts en 2018. Cependant, le Bureau du Procureur préposé au travail a communiqué que le nombre de "plaintes pour des conditions de travail similaires à l'esclavage a augmenté de 1'213 à 1'127 personnes en 2018" (*Thomson Reuters Foundation*). <http://news.trust.org/item/20200128204546-2tt8f/>

**Burundi.** La présidence de la *Commission Vérité et Réconciliation* a déclaré devant le Parlement que la *Commission* a découvert plus de 4'000 fosses communes en lien avec les conflits qui se sont déroulés sur le territoire national depuis 1962, et "a identifié 142'505 victimes" (*BBC News*). [https://www.bbc.com/news/world-africa-51112701?fbclid=IwAR0L0TnZiCZiLJ58NPqXj7cwrWWX0\\_qkUdJlJAg9YzNudidPKL9KwKjP-E](https://www.bbc.com/news/world-africa-51112701?fbclid=IwAR0L0TnZiCZiLJ58NPqXj7cwrWWX0_qkUdJlJAg9YzNudidPKL9KwKjP-E)

**Canada.** Un groupe de chercheurs de l'Université de Guelph a utilisé les archives de l'Université pour monter une exposition sur "la difficile histoire de la participation de l'université canadienne à l'enseignement eugéniste" entre 1914 et 1948 : c'est ce qu'annonce le communiqué de deux membres du groupe sur le blog de l'organe d'information et de journalisme académique indépendant, *The Conversation*. L'eugénisme a été "un concept profondément nocif selon lequel il est possible, et même désirable, d'améliorer la race humaine par une reproduction sélective" et a conduit à des programmes politiques "visant à éradiquer les personnes jugées 'inaptes', que cela soit par un confinement institutionnel, des mariages restrictifs, des lois sur l'immigration ou la stérilisation.

**Colombie.** Le 1<sup>er</sup> février 2020, la *Coalition Internationale des Sites de Conscience* a suspendu le Centre National pour la Mémoire Historique de Bogotá, l'excluant provisoirement de son réseau international de plus de 275 sites historiques, musées et initiatives mémorielles. "La suspension fait suite à la communication officielle par la *Coalition Internationale des Sites de Conscience*, et par son réseau en Amérique latine et Caraïbes, de leurs inquiétudes au sujet des déclarations biaisées et excluantes publiées par le Centre. Une clarification a été exigée dans un courrier envoyé au directeur du centre, Rubén Darío Acevedo, daté du 24 septembre 2019, qui demande au Centre de ré-affirmer son adhésion aux principes directeurs de la Coalition." Le Centre n'a pas donné suite à cet avertissement et a donc été suspendu. <https://www.sitesofconscience.org/en/2020/02/statement-on-the-centro-nacional-de-memoria-historica-of-colombia/>

**République Démocratique du Congo.** "Une enquête dirigée par le *Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH)* a démontré qu'au moins 701 personnes ont été tuées, et 168 personnes blessées, lors de tensions inter-ethniques entre les communautés *Hema* et *Lendu*, dans les territoires de *Djugu* et *Mahegi*, de décembre 2017 à septembre 2019 (...) Ces attaques se caractérisent par leur barbarie." La plupart des victimes sont des membres de la communauté *Hema*. L'équipe de l'*UNJHRO* a procédé à 12 visites sur le terrain, mené des entretiens individuels confidentiels et des entretiens collectifs, a consulté et analysé "des rapports, des photographies et des vidéos des violences." Sauvegarder les données brutes des entretiens est d'une importance critique pour de futures mesures visant à faire rendre des comptes aux auteurs des violations. <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/RDC/RDCRapportpublicDjugu.pdf>; [https://www.washingtonpost.com/world/africa/eastern-congo-killings-rapes-may-amount-to-genocide-and-crimes-against-humanity-un-report-finds/2020/01/10/99bb210c-33b8-11ea-91fd-82d4e04a3fac\\_story.html?fbclid=IwAR239XIZz2BqdEly1Ck\\_CYUUREK7bVuFvVXc8yqU5nyymO9z\\_67E0oAuCo](https://www.washingtonpost.com/world/africa/eastern-congo-killings-rapes-may-amount-to-genocide-and-crimes-against-humanity-un-report-finds/2020/01/10/99bb210c-33b8-11ea-91fd-82d4e04a3fac_story.html?fbclid=IwAR239XIZz2BqdEly1Ck_CYUUREK7bVuFvVXc8yqU5nyymO9z_67E0oAuCo)

**Cuba.** Un ancien juge cubain, qui vit actuellement en Espagne, "a rendu publics des documents judiciaires qui montrent que des dizaines d'hommes furent condamnés de 2 à 4 ans de prison pour des charges qui tombent largement sous la catégorie dite 'asociale'" (*New York Times*). "Procès après procès, dossier

après dossier, la description du délit est identique, ce qui laisse suggérer que la police a fait un ‘copié-collé’ des formules et expressions d’un rapport d’enquête à l’autre.” Le *Times* a analysé les documents et révélé que “92% environ des accusés, dans les plus de 32’000 affaires jugées, ont été déclarés coupables. Les documents révèlent aussi que “plus de 90’000 prisonniers” sont détenus dans le système carcéral cubain. <https://theworldnews.net/us-news/ex-judge-reveals-secrets-of-how-cuba-suppresses-dissent>

Équateur. *TeleSUR* a rapporté qu’une délégation de la *Commission interaméricaine des droits de l’homme (IACHR)* a présenté son rapport sur sa visite d’octobre 2019. La délégation “s’est entretenue avec 439 personnes et a enregistré au total 280 témoignages” de personnes déclarant avoir été victimes de graves violations de leurs droits humains pendant les troubles survenus début octobre. Dans des termes directs, le rapport déclare que les “autorités équatoriennes concernées ont interdit aux représentants de l’*IACHR* de photographier ou filmer et ont fait tout leur possible pour entraver leur travail.” *Pour le contexte, voir les Nouvelles SAHR 2019-11.* [https://www.telesurenglish.net/news/iachr-denounces-ecuadorian-govt-repression-in-october-protests-20200114-0025.html?utm\\_source=planisys&utm\\_medium=NewsletterIngles&utm\\_campaign=NewsletterIngles&utm\\_content=10](https://www.telesurenglish.net/news/iachr-denounces-ecuadorian-govt-repression-in-october-protests-20200114-0025.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10)

États-Unis d’Amérique. Le Congrès américain a voté en 1972 l’amendement constitutionnel ‘*Equal Rights Amendment to the Constitution*’ qui garantit à toutes et tous les citoyen-ne-s américain-e-s une égalité des droits, indépendamment du sexe, et a envoyé l’amendement aux États pour ratification, comme cela est exigé dans la Constitution. Après une suite de complications, le délai pour la ratification par les 38 États américains fut fixé au 30 juin 1982. À cette date, le nombre obligatoire de ratifications n’avait pas été atteint. C’est maintenant chose faite grâce à la ratification par l’État de Virginie, qui a eu lieu en janvier 2020. L’*Archiviste des États-Unis* a été chargé de certifier l’adoption des amendements constitutionnels. Sur la demande du *NARA*, le Département fédéral de la Justice a publié un avis selon lequel l’amendement ne pourrait pas être certifié car le délai a expiré. Deux actions en justice sont en cours à ce sujet. <https://www.archives.gov/press/press-releases-4>

4 tribus de natifs américains ont déposé plainte avec l’appui de 10 rapporteurs spéciaux des *Nations Unies* contre le gouvernement américain, accusé d’avoir violé leurs droits humains en ne prenant aucune mesure contre le changement climatique. L’élévation du niveau de la mer et l’érosion côtière menacent en effet leurs terres agricoles, les lieux d’inhumation et les terres ancestrales. Des photographies ont été intégrées au dossier de plainte.

[https://www.nola.com/news/article\\_c63ee390-3754-11ea-8c6f-57f94fd14a5a.html](https://www.nola.com/news/article_c63ee390-3754-11ea-8c6f-57f94fd14a5a.html);  
<https://assets.documentcloud.org/documents/6656724/Louisiana-Tribes-Complaint-to-UN.pdf>

“Le Département de la Sécurité Intérieure a autorisé le transfert de certaines données et documents officiels au Bureau du recensement, lequel produit des données sur le statut civique de chaque personne habitant le pays” (*National Public Radio*). Des sources remontant jusqu’en 1973 seront mises à disposition. Le Bureau du recensement a déclaré que “chaque dossier personnel sera intégré dans un modèle statistique destiné à produire des estimations anonymisées du nombre de citoyen-ne-s et de non-citoyen-ne-s vivant dans le pays.” Les défenseurs de la vie privée sont inquiets.

<https://www.npr.org/2020/01/04/793325772/to-produce-citizenship-data-homeland-security-to-share-records-with-census>

La fille d’un “célèbre stratège républicain du redécoupage électoral [*redistricting strategist*]” a publié les archives privées de son père après le décès de ce dernier. Ces archives révèlent des manipulations de vote dans les districts électoraux de Caroline du Nord (*National Public Radio*).

[https://www.npr.org/2020/01/05/785672201/deceased-gop-strategists-daughter-makes-files-public-that-republicans-wanted-sea?utm\\_term=nprnews&utm\\_source=facebook.com&utm\\_medium=social&utm\\_campaign=npr&fbclid=IwAR1F7OxeuY37hMoJxf6MyFhWrybfKTtDieUnG7iCspguuBCahaxvYk3Zk](https://www.npr.org/2020/01/05/785672201/deceased-gop-strategists-daughter-makes-files-public-that-republicans-wanted-sea?utm_term=nprnews&utm_source=facebook.com&utm_medium=social&utm_campaign=npr&fbclid=IwAR1F7OxeuY37hMoJxf6MyFhWrybfKTtDieUnG7iCspguuBCahaxvYk3Zk)

Géorgie. La famille de Temirlan Machalikashvili, abattu dans son lit lors d’une opération policière “anti-terreur”, a déposé plainte devant la *Cour européenne des droits de l’homme* contre les services de sécurité de l’État de Géorgie. Suite à cela, le *Centre de surveillance et d’enseignement des droits de la personne*, une ONG, “a obtenu l’accès” aux archives policières traitant de l’affaire. Les documents avaient été classifiés par le Bureau du procureur “car ils contenaient des secrets d’État” (*Civil.Ge*). Le Centre a déclaré que les documents prouvent que l’enquête policière suite à la bavure s’était déroulée “pour la forme, d’une manière inefficace et illusoire.”

[https://www.eurasiareview.com/15012020-georgia-watchdog-assesses-machalikashvili-case-materials-containing-state-secrets/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/15012020-georgia-watchdog-assesses-machalikashvili-case-materials-containing-state-secrets/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Un “âpre conflit foncier entre les musulmans d’un village et l’Église orthodoxe” a éclaté pour des terrains qui, avant 2018, n’avaient pas de propriétaire (selon le gouvernement). En 2018, les terrains sont enregistrés comme appartenant à l’État et donnés au Patriarche orthodoxe de Géorgie, qui décide d’y construire un nouveau monastère. (...) mais des fermiers des villages voisins déclarent alors avoir possédé ces terrains et y avoir cultivé du foin et fait pâturer leur bétail — leur principale source de revenus.” La Géorgie a lancé au milieu des années 2000 un registre foncier électronique basé sur la technologie de la *blockchain*, mais “l’obligation d’enregistrer les titres fonciers a été laissée aux propriétaires fonciers.” La portion du territoire cadastrée est estimée à un quart seulement de l’ensemble du territoire (25%). <http://news.trust.org/item/20200128002601-hzi5t/>

Guatemala. Un juge a acquitté Juan Alecio Samayoa Cabrera, l’ancien commissaire militaire en chef de la municipalité d’El Quiche, des chefs d’accusation pour crimes de guerre. L’accusé niait être le commissaire ; “cependant, il avait admis dans le cadre de sa procédure d’immigration aux États-Unis avoir commandé une unité paramilitaire de 500 hommes” dans cette même région d’El Quiche. Un second procès est en cours, celui de Francisco Cuxum Alvarado, lequel a reconnu lors de l’audition d’extradition aux États-Unis avoir été membre d’une “patrouille de défense civile”. Alvarado est accusé de crimes contre l’humanité et d’agressions sexuelles graves suite aux plaintes déposées par 36 femmes de la culture maya Achi (*International Justice Monitor*).

<https://www.ijmonitor.org/2020/01/a-perfect-storm-guatemalan-judge-dismisses-war-crimes-charges-against-feared-military-commissioner/>;  
<https://www.ijmonitor.org/2020/01/guatemalan-man-wanted-in-the-maya-achi-sexual-violence-case-arrested/>

Inde. L’Inde a lancé l’application *Smashboard* “avec la technologie *blockchain*, qui permet de créer un espace de stockage crypté, dans lequel les victimes de crimes sexuels peuvent conserver leurs notes, photographies, captures d’écran, documents, vidéos, enregistrements sonores, en guise de journal ou de preuve horodatée” (*Thomson Reuters Foundation*). L’enquête 2018 de la *Foundation* a montré que l’Inde est le pays le plus dangereux pour les femmes, avec près de 90 viols dénoncés chaque jour à la police, ce qui est certainement une sous-estimation de la situation réelle, d’une part à cause de la réticence des femmes à contacter la police, d’autre part parce que les viols suivis du meurtre de la victime sont recensés uniquement comme des meurtres. L’application promet de donner la possibilité aux femmes “de dénoncer anonymement les abus sexuels, de rechercher un soutien médical ou juridique”, dans l’espoir que cela “rendra la déposition moins traumatisante pour les victimes survivantes.” <http://news.trust.org/item/20200108134526-9tz90/>; <http://news.trust.org/item/20200109160408-ftamp/>; en français, voir : <https://bitcoinplanet.fr/lapplication-smashboard-de-blockchain-offre-de-laide-aux-victimes-dabus-sexuels-en-inde/>

Cinq juristes ont collaboré avec l’organisme indien *Sanjog*, qui lutte contre le trafic d’êtres humains, pour analyser les dommages et intérêts payés aux victimes des trafics entre 2011 et 2019 (*Thomson Reuters Foundation*). “Se fondant sur les données sur la criminalité, qui indiquent un total de 38’503 victimes de trafic entre 2010 et 2017, la recherche (...) révèle que 107 survivants ont réclamé un dédommagement depuis 2011 et que les tribunaux ont accordé une indemnisation à 102 personnes. Seules 77 victimes ont reçu l’argent.” Le peu de bénéficiaires s’explique partiellement par le fait que la charge de la preuve repose dans ces affaires sur la victime. <http://news.trust.org/item/20200122151101-hy54s/>

L’État indien méridional du Tèlangana (Dekkan) a recouru à une application de reconnaissance faciale “pour vérifier l’identité des électeurs se rendant aux bureaux de vote dans le district de *Medchai Malkajgiri*, cela afin de limiter le nombre ‘d’usurpations d’identité’, selon les explications de la commission électorale de Tèlangana.” La commission a promis que les photographies ne seraient ni conservées ni utilisées “pour tout autre but” mais les électeurs “n’auront pas la possibilité de refuser” (*Thomson Reuters Foundation*). <http://news.trust.org/item/20200122075002-y5xym/>

Israël. L’ancien Archiviste d’État, Yaacov Lozowick, a écrit une contribution pour *Haaretz*, dans laquelle il accuse l’État de dissimuler des documents d’archives qui permettraient de défendre Israël devant la *Cour pénale internationale* si cette dernière “devait finalement décider d’ouvrir une enquête sur de possibles crimes de guerre commis par Israël.” <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-israel-is-hiding-documents-that-could-help-its-war-crimes-case-at-the-icc-1.8348990>

Mexique. “Le nombre officiel de personnes disparues est de 61’637, selon la déclaration faite lors d’une conférence de presse de la présidence de la Commission nationale de recherche” (*Mexico News Daily*).

Ce chiffre est supérieur de plus de la moitié que le total de 40'180 personnes déclarées disparues en janvier 2019. La direction de la Commission a déclaré que "l'augmentation brutale résulte de l'actualisation et de la révision soigneuse des informations officielles des bureaux du Procureur général." La plupart des personnes concernées, soit 60'053 personnes, ont disparu entre 2006, année où le précédent président Felipe Calderón déclara la guerre aux cartels de la drogue, et 2019. Entretemps, l'*Associated Press* a relaté la communication du système national mexicain de la sécurité publique au sujet des 35'588 personnes assassinées en 2019, la plus forte augmentation d'homicides constatée dans l'histoire récente du Mexique. <https://mexiconewsdaily.com/news/new-information-reveals-that-61000-people-have-disappeared/>; <https://kvia.com/news/us-world/2020/01/21/mexico-homicide-rate-edges-up-in-2019-rate-of-rise-slows/>

Quatre groupes de défense des droits humains ont publié un rapport sur leur visite auprès de la communauté *Nahua* de Santa Maria Zacatepec, dans l'État mexicain de Puebla, "afin de documenter les violations des droits humains commises contre les membres de la communauté en rétorsion à leurs actions de défense du Rio Metlapanapa." La commission fédérale d'électricité est en train d'installer une centrale thermoélectrique, un gazoduc ainsi qu'un système de collecte des eaux usées qui rejetteront des déchets toxiques dans cette rivière. "Bien que la communauté soit protégée par un acte juridique [*by a writ*], le projet progresse sans les autorisations nécessaires" et la communauté est harcelée par des "agents de l'État qui font des enregistrements sonores et filmés et photographient les défenseurs de l'environnement", soumettant les membres de la communauté à "une surveillance constante au moyen de patrouilles de police et d'intimidations, en les poursuivant en voiture ou en les harcelant en ligne." <https://www.frontlinedefenders.org/en/statement-report/report-international-observation-mission-rio-metlapanapa-zacatepec-puebla>

Roumanie. Dans un message publié sur *Facebook*, le maire de Târgu Mures "a invité les parents Roms à se soumettre à une enquête sociale sur leur revenu et leur niveau d'éducation avant de fonder une famille" (*BIRN*). Le Conseil national contre la discrimination mène actuellement une enquête pour déterminer si ces propos constituent un délit de discrimination et un message de haine. Le dernier recensement en Roumanie, en 2011, avait dénombré 665'000 Roms ; le *Conseil de l'Europe* évalue quant à lui à 1.85 millions de personnes au total le nombre de citoyens roumains d'origine Rom, soit plus de 8% de la population.

[https://balkaninsight.com/2020/01/14/romania-probes-mayor-for-demanding-checks-on-roma-parents/?utm\\_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm\\_campaign=d5ee14db5c-BI\\_DAILY&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_4027db42dc-d5ee14db5c-319725265](https://balkaninsight.com/2020/01/14/romania-probes-mayor-for-demanding-checks-on-roma-parents/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=d5ee14db5c-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-d5ee14db5c-319725265) ; <https://www.courrierdesbalkans.fr/Roumanie-qui-peut-devenir-parents>

français :

Royaume Uni. Les policiers chargés de l'enquête sur les attaques à la bombe, en 1974, contre deux pubs de Guildford, en Angleterre, qui firent 5 morts et 65 blessés, ont "réquisitionné les archives" conservées dans le *Surrey History Center*, "collectées par des officiers de police à la retraite et remis au Centre par l'ancien superintendant principal Bob Bartlett" (*BBC News*). Les documents archivés ont été qualifiés de nécessaires pour l'enquête ; une campagne publique a eu lieu pour demander la reprise des auditions d'enquête. Quatre membres de l'*Armée républicaine irlandaise provisoire (Provisional Irish Republican Army)* avaient été reconnus coupables pour ces attentats en 1975 mais leurs condamnations furent annulées en 1989. <https://www.bbc.com/news/uk-england-surrey-51142609>; <https://www.belfasttelegraph.co.uk/news/uk/police-may-destroy-seized-guildford-pub-bombs-files-38875351.html>; <https://www.bbc.com/news/uk-england-surrey-51195681>

"Le Ministère de la Justice a annoncé qu'en Angleterre et au Pays de Galles, dans le courant de cette année 2020, la télévision diffusera le moment où les juges prononceront la condamnation des accusé-e-s jugé-e-s coupables lors des affaires criminelles très médiatisées, telles que celles pour meurtres, viols et autres délits graves", selon un rapport du *Guardian*. "La dernière étape des procès des tribunaux de la Couronne [*Crown courts, tribunaux chargés de juger les affaires pénales graves*], celle où les juges accompagnent de leurs observations le prononcé de la sentence, sera télédiffusée afin qu'un plus grand public puisse comprendre et suivre les auditions tenues en salle d'audience." Des archivistes devront déterminer quelles séquences des enregistrements seront retenues pour un archivage illimité ; entretemps, l'administration relevant du Ministère de la Justice, connue sous la dénomination '*Courts & Tribunals Service*', "détiendra les droits de *copyright* sur les images filmées et l'accès à tous les enregistrements." <https://www.theguardian.com/law/2020/jan/16/judges-sentencing-in-high-profile-court-cases-to-be-televised>

“Des représentants de la police métropolitaine de Londres ont fait savoir qu’ils utiliseraient bientôt la technologie dite ‘*Live Facial Recognition*’ (*LFR*), dans la région londonienne pour identifier les personnes potentiellement suspectes filmées par des caméras vidéo de surveillance et alerter les agents quant à la localisation des suspects” (*arstechnica*). Le système *LFR* “contrôlera des enregistrements en temps réel qu’il comparera aux portraits d’une liste policière de surveillance, selon l’explication d’un porte-parole de la police métropolitaine. Le système de reconnaissance faciale en temps réel ciblera les personnes suspectes dans des cas de morts violentes, d’exploitation de mineurs, d’enfants disparus et d’adultes vulnérables, entre autres.” <https://arstechnica.com/information-technology/2020/01/london-to-deploy-live-facial-recognition-to-find-wanted-faces-in-crowd/>

Russie. La Cour suprême a interdit en avril 2017 toutes les organisations des *Témoins de Jéhovah* qu’elle a qualifiées d’“organisations extrémistes.” *Human Rights Watch* a communiqué que la persécution dans tout le pays “a dramatiquement escaladé” en 2019. *HRW* a collecté 32 témoignages de personnes emprisonnées et informe qu’“au moins 313 personnes doivent répondre d’accusations devant la justice, sont mises en procès ou ont été accusées.” Des personnes ont été arrêtées dans des raids policiers à leur domicile, ont vu des policiers confisquer “leurs biens personnels dont beaucoup ne leur ont pas été rendus, dont des téléphones, des tablettes et des ordinateurs, des disques mémoire flash et des disques durs ainsi que du matériel religieux.”

<https://www.hrw.org/news/2020/01/09/russia-escalating-persecution-jehovahs-witnesses> ; français, voir [https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/04/20/les-temoins-de-jehovah-interdits-en-russie-par-une-decision-de-la-cour-supreme\\_5114508\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/04/20/les-temoins-de-jehovah-interdits-en-russie-par-une-decision-de-la-cour-supreme_5114508_3214.html)

Rwanda. *Human Rights Watch* a rapporté avoir mené des entretiens avec 30 enfants des rues, âgés entre 11 et 17 ans, et anciens détenus du Centre de « transit » de Gikondo, où ils avaient été emprisonnés après avoir été raflés au hasard dans les rues de Kigali. *HRW* a déclaré que les jeunes sont détenus “dans des conditions déplorables et dégradantes” ; 28 des 30 enfants interrogés ont déclaré avoir été frappés par la police. *HRW* “a également analysé les déclarations officielles des fonctionnaires dirigeant l’administration rwandaise”, la documentation fournie par les services du gouvernement rwandais, “les documents officiels et les publications des organes de la presse officielle, les fils Twitter des représentant-e-s du gouvernement et d’autres sources officielles, afin d’évaluer la position des autorités rwandaises et leur appréciation de la fonction des centres de transit dans le processus de réhabilitation des enfants des rues.” <https://www.hrw.org/fr/report/2020/01/27/tant-que-nous-vivrons-dans-la-rue-ils-nous-frapperont/tant-que-nous-vivrons-dans>

Salvador. Lors d’une audition au tribunal pendant le procès sur le massacre d’El Mozote, Juan Rafael Bustillo, un ancien commandant de l’*Air Force*, a déclaré à la Cour “que les militaires d’élite du Bataillon Atlacatl avait perpétré le massacre d’El Mozote (à l’est du Salvador) en 1981, exécutant des villageois non armés, dont une majorité de femmes et d’enfants” (*Reuters*). Cette déclaration est le premier aveu enregistré que les forces armées aient été les auteurs du massacre de plus de 1’000 habitants du village d’El Mozote et des hameaux voisins. *Pour le contexte, voir les Nouvelles SAHR News 2019-07 and 11.* <https://www.nytimes.com/reuters/2020/01/25/world/24reuters-elsalvador-massacre.html>

Le Salvador a annoncé que ses données officielles pour 2019 montraient “une baisse d’environ 28.7% d’homicides par rapport à 2018” : 2’383, pour 3’346 un an auparavant. Selon une source présidentielle citée par *Univision*, la moyenne de meurtres perpétrés chaque jour s’élevait à 3.87 en décembre, “ce qui signifie que le Salvador aurait achevé l’année avec un mois de décembre parmi les plus pacifiques qu’il ait connu depuis la fin de la guerre civile en 1992.” <https://www.insightcrime.org/news/analysis/gang-truce-behind-el-salvador-historic-murder-drop/>

Seychelles. Un ancien enquêteur de police a déclaré à la *Commission pour la vérité, la réconciliation et l’unité nationale* que suite à la disparition de l’entrepreneur Gilbert Morgan, en février 1977, il avait mené une enquête sur ses activités, car il le soupçonnait d’avoir voulu préparer un coup d’État (*Justiceinfo.net*). Le futur président seychellois, France Albert René, réussit son propre coup d’État le 5 juin 1977. L’affaire Morgan fut alors immédiatement retirée à l’enquêteur qui dut remettre son rapport d’enquête, bien qu’inachevé, au président. Le rapport n’a depuis jamais été retrouvé. La disparition de Gilbert Morgan, un cas emblématique pour la Commission, reste inexpliquée. [https://www.justiceinfo.net/fr/commissions-verite/43638-seychelles-c-etait-une-grande-gueule-puis-on-ne-l-a-plus-entendu.html&xid=17259,15700019,15700186,15700190,15700256,15700259,15700262,15700265,15700271&usg=ALkJrhXVIBj\\_i8ljbQ9MZZ65aV0bD1zkw](https://www.justiceinfo.net/fr/commissions-verite/43638-seychelles-c-etait-une-grande-gueule-puis-on-ne-l-a-plus-entendu.html&xid=17259,15700019,15700186,15700190,15700256,15700259,15700262,15700265,15700271&usg=ALkJrhXVIBj_i8ljbQ9MZZ65aV0bD1zkw)



Tunisie. L'*Instance Vérité et Dignité* a achevé le transfert de près de 10'000 boîtes de ses archives au siège des Archives nationales. Les enregistrements audiovisuels des témoignages des victimes, qui représentent environ 80'000 gigabytes de données, ont été remis à la présidence du gouvernement (*Justiceinfo.net*). La raison pour la division du fonds en deux versements tient, d'après un commissaire de l'*Instance*, au souci de protéger les témoins car il n'y a pas "de loi spécifique à l'accès à ces archives des droits de l'Homme." Les Archives nationales estiment quant à elles que la législation actuelle suffirait à garantir la sécurité et la confidentialité des données. *Nos remerciements à Perrine Canavaggio pour cette référence.* <https://lapresse.tn/44845/justice-transitionnelle-archives-de-linstance-verite-et-dignite-un-enjeu-majeur>

**Conférences, publications.** *CartONG*, une organisation non gouvernementale spécialisée dans la gestion de l'information a lancé un appel public à des propositions de contributions – jusqu'au 31 mai 2020 – pour le *GeOnG Forum on Humanitarian and Development Data*, qui se tiendra à Chambéry (France) du 2 au 4 novembre 2020. Le *Forum* traitera des sujets comme la cartographie, les systèmes d'information géographique (SIG), la collecte des données et la gestion de l'information, <https://www.cartong.org/geong/2020>

### **Lectures recommandées.**

*Sedona Conference*, le Groupe de travail no. 11 sur la sécurité des données et la responsabilité publie un guide sur les violations de données personnelles : "*Incident Response Guide*".  
[https://thesedonaconference.org/publication/Incident\\_Response\\_Guide](https://thesedonaconference.org/publication/Incident_Response_Guide)

*Human Right Watch : Rapport mondial 2020* <https://www.hrw.org/fr/world-report/2020>

*Oxfam International* : "Time to Care (...)" – "Celles qui comptent. Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités": <https://www.oxfam.org/en/research/time-care>  
<https://www.oxfam.org/fr/publications/celles-qui-comptent>

*The New Yorker* : "A Translation Crisis at the Border", crise de traduction à la frontière ou comment les difficultés linguistiques influent sur les demandes d'asile aux États-Unis.  
<https://www.newyorker.com/magazine/2020/01/06/a-translation-crisis-at-the-border>

**Partagez vos actualités avec nous !** [trudy@trudypeterson.com](mailto:trudy@trudypeterson.com)

**Le GTDH est reconnaissant au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour sa gestion de la distribution des *Nouvelles HRWG*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, veuillez enregistrer les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici :**  
<https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

**Ces *Nouvelles HRWG* sont publiées sous la licence 'Creative Commons'. Nous vous encourageons à les faire circuler librement et à les utiliser à des fins non commerciales.**